

La loi LRU : un grave tournant politique

L'explosion du service public

La loi prétend donner aux établissements des libertés, des responsabilités et compétences élargies. Sous ces termes, il faut comprendre : budget global / désengagement financier de l'Etat / recrutement de contractuels pour tous les types de postes / modulation des services / présidentialisation des décisions / négation du recrutement scientifique sur la base des disciplines / négation de la vie démocratique au profit d'une logique gestionnaire / clientélisme des primes...

Des établissements, des filières vont disparaître à moyenne échéance

La loi met en concurrence les établissements. Les financements privés deviendraient plus décisifs, en raison du désengagement de l'Etat. Les logiques de court terme, «sur projet», qui ne sont qu'une partie de la recherche, deviendraient la règle, orientées vers la rentabilité immédiate et condamnant des secteurs entiers de la recherche disciplinaire et les secteurs de formation correspondants, ainsi que les organismes de recherche. Ne nous voilons pas la face : le gouvernement ne décide pas ouvertement la fermeture de certains établissements (ce qu'il fait pour les tribunaux, les hôpitaux et d'autres services publics). Mais il crée les conditions pour les faire mourir.

Une loi qui va à l'encontre des enjeux scientifiques et sociétaux

Le vote de la loi dans l'été a été un déni de démocratie. Il faut faire entendre son rejet, dans l'unité du monde universitaire. Les libertés académiques et l'indépendance de la recherche, l'excellence en matière d'enseignement sont maltraitées. L'accès, la réussite du plus grand nombre d'étudiants dès l'entrée à l'université, des aides réelles pour que les étudiants se consacrent à temps plein à leurs études et voient leurs diplômes reconnus sont des enjeux cruciaux contre lesquels se positionne la loi LRU. Cette loi, qui n'est qu'un début, donne le ton, la résistance du monde universitaire doit peser face à ces projets gouvernementaux.

L'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche :

**UNE PRIORITE, UNE AMBITION, QUI EXIGENT
UN BUDGET REVU À LA HAUSSE
ET L'ABROGATION DE LA LOI LRU**